

De 1848 à 2009
de la II^e à la V^e République
23 présidents de la République Française



LISTE

données de naissance et résumé biographique

sources :

- Petit Guide « Les présidents de la République » AEDIS éditions 03200 Vichy
- Wikipédia, l'encyclopédie libre Internet et autres sites et dictionnaires

**Carte humoristique ancienne évoquant le « changement de cocher »
pour conduire le char de l'ETAT**



Que penser de ce cocher dodu mais fringant, impatient de s'emparer des rênes du pouvoir ? Il est pressé d'aller de l'avant sans un regard de compassion pour le cocher débarqué sur le trottoir qui, lui, semble accablé par le dépit et la lassitude.

Ce nouveau cocher voit-il que les chevaux paraissent, eux aussi, vieux, usés et fatigués, attelés à une voiture mal en point, déséquilibrée et, apparemment, embourbée dans l'ornière de la chaussée ?

Mais à l'arrière du convoi, la fidèle et toujours jeune Marianne accrochée au char de l'Etat, veille à l'embarquement du nouveau cocher.

Dans ce décor, on se prend à imaginer quelque chevalier du guet, revenu du Moyen-Âge, annonçant alentour :

« Bonnes gens ! Dormez en paix ! Le char de l'Etat se remet en route sur la bonne voie ! »

Janine TISSOT

Charles Louis Napoléon BONAPARTE

Président de la République de 1848 à 1852

Né à Paris le 20 avril 1808 à 1 heure du matin (source : l'Astrologue n° 125)

Décédé le 9 janvier 1873 à Chislehurst, province du Kent, lors de son exil en Angleterre



Dirigeant du parti bonapartiste en 1832, il tente un coup d'Etat contre la Monarchie de Juillet en 1836, puis un autre en 1840, qui le fait condamner à la réclusion à perpétuité. Il s'évade en 1846 et se rend à Londres, puis regagne Paris lors de la révolution de 1848. Il est élu à l'Assemblée législative en septembre 1848. Le 10 décembre 1848, il est élu triomphalement président de la République.

Charles Louis Napoléon Bonaparte va profiter de l'impopularité de la république pour restaurer l'Empire. Né à la suite du coup d'Etat de 1851, approuvé par le vote des Français, le second Empire est officiellement confirmé le 2 décembre 1852.

Particularités :

Il est le 1^{er} président français et l'unique président de la II^e République. Si celle-ci met un terme à la monarchie en France, elle est une brève parenthèse avant le Second Empire. Alors, Charles Louis Napoléon BONAPARTE devient NAPOLEON III.

Neveu de Napoléon 1^{er}, il est le troisième fils de Louis Bonaparte, frère de Napoléon 1^{er}.

Louis Adolphe THIERS

1^{er} Président de la III^e République du 31 août 1871 au 24 mai 1873

*Né le 15 avril 1797 à 5 heures du matin à Marseille 13
(Source : Le Cadran n° 43 et 45 Patrice Petitalot)*

Décédé le 3 septembre 1877 à Saint Germain en Laye 78 Yvelines



Avocat puis journaliste et historien, il entame sa carrière politique comme député en 1830. Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, respectivement en 1830 et 1840.

Désigné en février 1871 comme chef de l'exécutif, il négocie la paix avec les vainqueurs allemands puis écrase dans le sang, l'insurrection des parisiens « la Commune de Paris » (en mai 1871). Il fait exécuter durant la *Semaine Sanglante* plus de 25 000 communards.

Cela lui vaut ce terrible jugement du républicain Georges Clémenceau, maire de Montmartre pendant la Commune : « *Thiers, le type même du bourgeois cruel et borné qui s'enfonce sans broncher dans le sang* »

Il est élu président de la République le 31 août 1871. Il démissionne le 24 mai 1873.

Particularités : Monarchiste modéré. Les communards le nomment « Foutriquet », ressuscitant un surnom que lui avait donné son rival politique le maréchal Sault.

Adolphe Thiers apparaît néanmoins comme étant le « *libérateur du territoire* » pour avoir négocié la libération des régions occupées par la Prusse.

Citations :

« *Le roi n'administre pas, ne gouverne pas, il règne.* »

« *La république est le gouvernement qui nous divise le moins.* »

Marie Edme **Patrice** Maurice comte de **MAC MAHON**

Duc de Magenta

2^e Président de la III^e République du 24 mai 1873 au 30 janvier 1879

Né le 13 juin 1808 à midi à Sully 71 Saône et Loire selon acte de naissance

Décédé au Château de la Forêt à Montcresson Loiret le 17 octobre 1893



Maréchal de France du second Empire, vainqueur en Crimée et en Italie mais battu par les Allemands.

Bien que resté quelque peu en retrait des affaires politiques, Mac-Mahon, légitimiste, soutenu par les monarchistes de l'Assemblée, succède à Adolphe Thiers comme président de la République le 24 mai 1873.

Les votes, lors des élections législatives d'octobre 1877 et des sénatoriales de janvier 1879, donnent à nouveau la majorité aux républicains, ce qui entraîne sa démission le 30 janvier 1879, à la suite de sa décision de dissoudre la Chambre des députés.

Particularités :

Les Mac Mahon sont une famille d'origine irlandaise, réfugiée en France au 17^e siècle. Revendiquant une descendance seigneuriale, leur noblesse est reconnue par le roi Louis XV.

Issu d'une famille essentiellement militaire (14 Mac Mahon ont intégré l'armée), Patrice de Mac Mahon, est le 16^e et avant-dernier enfant de Maurice de Mac Mahon.

En 1871, il est nommé à la tête de l'armée dite « versaillaise » qui réprime sévèrement la Commune de Paris en tuant 30 000 personnes, emprisonnant 38 000 et déportant au bagne 7 000 autres.

Il est l'unique président monarchiste de la III^e République.

Jules GREVY

3^e Président de la III^e République du 30 janvier 1879 au 2 décembre 1887

*Né le 15 août 1807 à 23 heures (onze heures du soir) à Mont sous Vaudrey Jura 39
selon acte de naissance Archives Départementales du Jura
Décédé le 9 septembre 1891 à Mont sous Vaudrey 39*



Avocat, il est député républicain à la Constituante et à la Législative entre 1848 et 1849. De février 1871 à 1873, il occupe le poste de président de l'Assemblée nationale.

Il devient président de la République après le départ de Mac-Mahon, le 30 janvier 1879. Il est élu à nouveau en 1885, mais un scandale politico financier le contraint à la démission au bout de deux ans. Sous sa présidence, l'expansion coloniale se poursuit, et la tension persiste avec l'Allemagne.

Particularités :

Franc-maçon, il est le premier président à accomplir un mandat complet. Il est facilement réélu en décembre 1885.

Le scandale des décorations auquel est lié son gendre Daniel Wilson l'oblige à donner sa démission en novembre 1887. Ce dernier est accusé d'avoir fait décerner des décorations moyennant rétribution. Jules Grévy refuse de désavouer son gendre, très proche de lui, si proche qu'il habite à l'Élysée.

L'autorité du président est atteinte et il est contraint de démissionner.

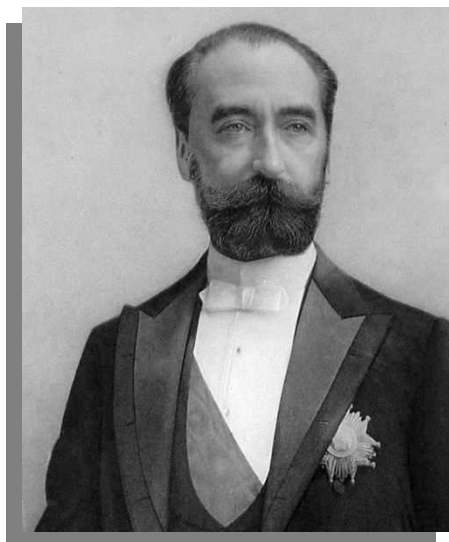
Il est éclaboussé également par le scandale financier de Panama.

Marie François Sadi CARNOT

4^e Président de la III^e République du 3 décembre 1887 au 25 juin 1894

Né le 11 août 1837 à 18 heures à Limoges 87 Haute Vienne (source : données André Barbault)

Décédé le 24 juin 1894, assassiné par Sante Geronimo CASERIO à Lyon 69 Rhône



Fils de Lazare Hippolyte Carnot et petit-fils du « Grand Carnot » Lazare Nicolas Marguerite Carnot, général, homme politique et savant dont le nom est inscrit sur la frise du 1^{er} étage de la Tour Eiffel.

Polytechnicien, il commence une carrière politique en 1871 comme député et préfet en pleine guerre franco-allemande. La démission de Jules Grévy lui permet d'être élu président de la République le 3 décembre 1887.

Les scandales politico-financiers comme celui de Panama et l'agitation boulangiste marquent son mandat.

C'est sous sa présidence qu'est votée la loi le 9 juin 1888 autorisant l'emprunt à lots pour le financement de la construction du canal de Panama dirigée par Lesseps. C'est alors que la compagnie fait faillite entraînant la ruine de quelque 85 000 souscripteurs et de nombreuses

personnalités en sont éclaboussées (Clémenceau, Eiffel, Grévy, Lesseps et son fils, le baron Reinach...).

En juin 1894, Sadi Carnot en visite à l'exposition de Lyon est poignardé par l'anarchiste italien Sante Geronimo Caserio (voir en annexe). Sadi Carnot est inhumé au Panthéon de Paris.

Particularités :

Le 6 mai 1889, Sadi Carnot déclare ouverte l'exposition universelle de Paris et le convoi présidentiel s'arrête aux pieds de la Tour dont Gustave Eiffel fait les honneurs au président.

Sadi Carnot intervient pour éviter le procès sur le dossier du scandale de Panama, mais cela ne suffit pas.

C'est à son grand-père, que Carnot doit son prénom de Sadi. Lazare, avant d'être révolutionnaire (organisateur de la victoire en 1793), était humaniste, et grand admirateur du poète persan Saadi de Shiraz, chantre des femmes, du vin et des roses. Il décide que ce prénom sera porté par son fils aîné qui disparaît prématurément à l'âge de 36 ans.

Jean CASIMIR-PERIER

5^e Président de la III^e République du 27 juin 1894 au 16 janvier 1895

Né le 8 novembre 1847 à 8 heures à Paris 16^e (source : données André Barbault)

Décédé le 11 mars 1907 à Paris 16^e



Issu de la grande bourgeoisie parisienne, il est député en 1876, alors même qu'il n'a pas 30 ans. Il devient président du Conseil en 1893. C'est à la suite de l'assassinat de Sadi Carnot qu'il devient président de la République.

Considéré comme un candidat de la « réaction » et à cause de son appartenance à la grande bourgeoisie, il est la cible favorite de la Gauche. Il s'ensuit des campagnes de presse hostiles et des procès pour « offense au Chef de l'Etat ».

Ainsi, sa lutte contre tous les mouvements anarchistes et syndicaux récolte la vindicte de toute la Gauche française. Il est fragilisé par ces attaques et marginalisé par son Conseil. La démission du ministère Dupuy entraîne le lendemain sa propre démission.

Particularités :

Bien que considéré comme l'héritier du président défunt, il hésite longuement avant de poser sa candidature pour la présidence de la République, considérée par lui comme un rôle de représentation.

Élu à l'âge de 46 ans, il est le deuxième plus jeune jamais élu à cette fonction, toutes républiques confondues, après Louis Napoléon Bonaparte.

De toute l'histoire de la République, il effectue le plus court mandat d'un président, puisqu'il démissionne au bout de 6 mois et 20 jours.

Propriétaire de la majeure partie des actions des mines d'Anzin, il est surnommé « *Casimir d'Anzin* ».

Après sa démission, il se retire complètement de la politique et se consacre aux affaires et surtout à l'exploitation minière.

Son témoignage lors du procès de l'affaire Dreyfus est très utile à l'accusé.

Félix FAURE

6^e Président de la III^e République du 17 janvier 1895 au 16 février 1899

Né le 30 janvier 1841 à 23 heures (onze heures du soir) à Paris (source : Didier Geslain)

Décédé le 16 février 1899 à Paris, au Palais de l'Élysée



Après avoir fait fortune dans le commerce du cuir au Havre, il est élu député comme républicain modéré, puis chargé de divers ministères.

A la suite de la démission de Jean Casimir-Perier, il devient président de la République en janvier 1895.

Son mandat est marqué notamment par le renforcement de l'alliance avec la Russie et par l'affaire Dreyfus.

Celle-ci soulève les passions de l'opinion publique entre 1896 et 1899. Félix Faure se montre hostile à la révision du procès Dreyfus et Emile Zola publie le célèbre « J'accuse ».

La France poursuit son expansion coloniale en intégrant Madagascar et la Tunisie à son empire.

Son décès brutal (hémorragie cérébrale) dans des conditions qui font scandale est suivi d'une importante agitation politique.

Particularités :

Son goût pour le faste le fait appeler *le président Soleil*.

Il n'exerce que quatre ans de mandat puisqu'il meurt subitement en février 1899.

La rumeur veut que Félix Faure soit mort dans les bras de sa maîtresse Marguerite Steinheil (*). Ce qui fait dire à certains qu'il est « *plus célèbre par sa mort que par sa vie.* »

Georges Clémenceau, qui ne l'aime guère, aurait déclaré : « *en entrant dans le néant, il a dû se sentir chez lui.* »

On raconte que l'abbé qui fut mandé par l'Élysée aurait demandé :

- « *Le Président a-t-il toujours sa connaissance ?* ».

Un domestique lui aurait alors répondu :

- « *Non, elle est sortie par l'escalier de service* »

(*) Marguerite Steinheil : voir en annexe

Emile François LOUBET

7^e Président de la III^e République du 18 février 1899 au 18 février 1906

*Né le 30 décembre 1838 à (cinq heures du soir) 17 heures à Marsanne (Drôme 26)
selon acte de naissance n°39*

Décédé le 20 décembre 1929 à Montélimar Drôme 26



Il est élu député républicain modéré en 1876, sénateur en 1885 puis président du Conseil en 1892. Il est ministre de l'Intérieur de 1892 à 1893 et fait une longue carrière au Sénat dont il devient président en 1896.

Après la mort subite de Félix Faure, il est élu président de la République, par le Congrès réuni à Versailles le 18 février 1899, dans un contexte politique tendu, en pleine affaire Dreyfus. La neutralité d'Emile Loubet dans l'affaire Dreyfus en fait, peu à peu, le champion des Dreyfusards, ce qui favorise son élection à la présidence de la République.

Son élection a deux répercussions immédiates : Paul Déroulède tente, sans succès, de faire un coup d'État pour renverser la 3^e République et Loubet est personnellement agressé par le baron Christiani à Auteuil en juin 1899. Le baron est écroué et condamné à 10 ans de prison ferme. Durant sa présidence, en politique extérieure, les alliances franco-russes et franco-britanniques sont resserrées par une intense activité diplomatique.

Particularités :

- En tant que président du Conseil, c'est lui qui annonce le décès de Félix Faure.
- Sous son septennat, la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat est adoptée, en 1905, faisant suite à une politique anticléricale violente menée par les ministères Waldeck-Rousseau et Combes.
- Emile Loubet gracie le capitaine Dreyfus. - Il est le 1^{er} président de la III^e République à faire un mandat complet et sa présidence est l'une des plus stables de la III^e République.
- Il ne se représente pas à l'issue de son mandat.
- Il est le 1^{er} président sortant de la III^e République à transmettre son pouvoir à son successeur.
- Décédé à près de 91 ans, il est encore à ce jour, le président qui a vécu le plus longtemps.
- C'est à son sujet qu'un article de presse de 1901, décrit le dépôt d'une gerbe de chrysanthèmes lors de l'inauguration d'un monument. Cet épisode, peut-être lu par le jeune Charles de Gaulle, ou commenté par son père, est déformé par le Général pour créer l'expression « **inaugurer les chrysanthèmes** » soulignant l'absence de pouvoirs réels du président des III^e et IV^e Républiques.

Armand Clément FALLIERES

8^e Président de la III^e République du 18 février 1906 au 18 février 1913

Né le 6 novembre 1841 à 14 heures (deux heures de l'après-midi) à Mézin 47 Lot et Garonne
selon acte de naissance n°40

Décédé le 22 juin 1931 à Villeneuve de Mézin 47 Lot et Garonne



Issu d'une famille modeste, il devient avocat au barreau de Neyrac, ville dont il sera conseiller municipal puis maire.

Député de la gauche républicaine en 1876, président du Conseil (1883), il est nommé plusieurs fois ministre de 1882 à 1892.

D'abord sénateur, il devient président du Sénat et le reste jusqu'à son élection à la présidence de la République en 1906.

C'est sous sa présidence que s'achève l'affaire du capitaine Dreyfus qui est reconnu innocent et réintégré dans l'armée avec le grade de commandant.

C'est aussi pendant son mandat que sévit la bande à Bonnot dont le chef Jules Bonnot est abattu le 28 avril 1912.

En 1911, la politique coloniale française au Maroc, provoque une vive tension avec l'Allemagne de Guillaume II.

Le 30 mars 1912, à l'instigation de Fallières, le Maroc devient protectorat français.

Le spectre de la guerre se précise chaque jour davantage quand le président Fallières cède sa place à Raymond Poincaré.

Particularités :

- Il est le 1^{er} président à utiliser une automobile pour ses déplacements officiels.
- Opposant à la peine de mort, il gracie systématiquement les condamnés à mort, pendant les premiers temps de son mandat.
- En 1912, il instaure l'isoloir qui permet d'organiser les votes secrets.
- C'est aussi en 1912, le 17 avril qu'il présente ses condoléances au roi George V et au président américain pour les nombreuses victimes du naufrage du Titanic. Parti en vacances, il oublie cependant d'adresser ses condoléances aux familles françaises endeuillées.
- A la fin de son mandat, il choisit de ne pas se représenter, comme le montre un de ses aphorismes : *« la place n'est pas mauvaise, mais il n'y a pas d'avancement ».*

Raymond Nicolas Landry POINCARE

9^e Président de la III^e République du 17 janvier 1913 au 18 février 1920

Né le 20 août 1860 à Bar le Duc 55 à 17 heures (cinq heures du soir) selon acte de naissance n°244

Décédé à Paris le 15 octobre 1934



Avocat célèbre au barreau de Paris, il se lance dans la politique en 1887 et devient député puis sénateur.

Ministre de l'Instruction Publique puis des Finances, il se présente comme un modéré.

Membre d'un cabinet d'union nationale de janvier 1912 à janvier 1913, il est ministre des Affaires Etrangères et adopte à l'égard de l'Allemagne une attitude ferme et cherche à resserrer les liens avec la Russie et la Grande-Bretagne.

Il est élu président de la République le 17 février 1913. Il soutient une politique extérieure de droite et contribue à faire voter en août 1913, la loi militaire des 3 ans dont l'impopularité favorise la victoire législative de la gauche (1914).

Par son soutien à la Russie, il contribue à pousser ce pays à décréter la mobilisation générale.

Cela lui vaut de la part de ses adversaires le surnom de « Poincaré la guerre » puisque durant l'été 1914, c'est le déclenchement de la 1^{ère} Guerre mondiale.

A la victoire en 1918, il impose une politique de réparation très dure pour l'Allemagne. Raymond Poincaré acquiert un grand prestige en restaurant la situation financière de la France en tant que président du Conseil (1926-1929).

Il fonde la Caisse autonome d'Amortissements et parvient ainsi à une relative stabilisation du franc.

Particularités :

- Il est le cousin du mathématicien Henri Poincaré.
- Il préside la France durant toute la période marquée par la Première Guerre mondiale.
- Il est 5 fois président du Conseil entre 1912 et 1929.
- Il est écrivain et membre de l'Académie Française.

Rappelé en 1926 devant l'ampleur de la crise financière, il forme alors un ministère d'union, en conservant Briand aux Affaires étrangères, et en revenant à une politique d'austérité financière. Le *franc Germinal* est remplacé par le **franc Poincaré** d'une valeur cinq fois moindre, dévaluation qui se borne à entériner le change réel.

Malade et fatigué, il démissionne et se retire de la scène publique en 1929.

Paul Eugène Louis DESCHANEL

10^e Président de la III^e République du 18 février 1920 au 21 septembre 1920

Né le 13 février 1855 à 11 heures à Schaerbeek les Bruxelles en Belgique (source : André Barbault)

Décédé le 28 avril 1922 à 16h15 à Paris 16^e, selon état-civil



Fils de l'écrivain Emile Deschanel, professeur au Collège de France, il est lui-même journaliste et écrivain. Il entame sa carrière politique en 1876. Sous-Préfet à 22 ans, il est élu à la Chambre des députés en 1885 et il en devient le président à deux reprises. A 42 ans, il est élu à l'Académie Française.

Homme de lettres très cultivé, il est aussi un formidable orateur et il trouve dans la politique une tribune : l'hémicycle. Il est qualifié de *grand représentant de la démocratie naissante*.

Il est choisi par le Bloc national (conservateur) comme président de la République contre Clémenceau son principal et plus farouche rival, le 18 février 1920.

Dès lors, il fait l'apprentissage du manque de pouvoirs du président qui est à son sens « *un rouage inerte de la République* ».

Sept mois plus tard, le 21 septembre 1920, il doit donner sa démission pour raisons de santé après divers incidents.

Il décède d'une pleurésie le 28 avril 1922.

Particularités :

Le 23 mai 1920, vers 23h15 alors qu'il vient inaugurer le monument aux morts de Montbrison (Loire), il chute du train à Mignerette près de Montargis. Il se retrouve sur la voie, en pyjama, hébété et ensanglanté malgré des blessures bénignes.

Il ne tarde pas à rencontrer un ouvrier cheminot André Radeau, qui surveille la zone de travaux, auquel il se présente comme étant le président de la République. Le prenant pour un ivrogne, l'ouvrier le conduit néanmoins jusqu'à une maison du garde-barrière toute proche. Le garde-barrière Gustave Dariot et son épouse soignent le blessé et lui laissent leur lit. Observant la dignité et la cohérence des explications de l'homme en pyjama, le couple est impressionné.

La femme du garde-barrière aurait dit à des journalistes : « *J'avais bien vu que c'était un monsieur : il avait les pieds propres !* »

Dès le lendemain Paul Deschanel préside le Conseil des Ministres. Malgré cela, le cocasse de la situation inspire journaux et chansonniers tandis que ses adversaires politiques ne sont pas en reste. La rumeur enfle : « *Le président est fou.* » Georges Clémenceau son concurrent malheureux à la présidence de la République, a ce mot passé à la postérité : « *Deschanel ? Il a un bel avenir derrière lui.* »

Une chanson expresse lui est faite par Lucien Boyer : « *Le pyjama présidentiel* ».

Etienne Alexandre MILLERAND

11^e Président de la III^e République du 23 septembre 1920 au 11 juin 1924

Né le 6 avril 1859 à Paris à 19 heures (source : données Didier Geslain)

Décédé le 6 avril 1943 à Versailles Yvelines



Avocat et homme d'affaires, également journaliste, il est collaborateur de Clémenceau au journal « La Justice ».

Elu député radical, il évolue peu à peu vers le socialisme.

Il est ministre de la guerre de 1912 à 1915.

Plusieurs fois ministre, sa participation au gouvernement bourgeois de Waldeck-Rousseau (1899-1902), lui attire de vives critiques.

Après la Première Guerre mondiale, il adopte le programme conservateur du Bloc national.

Il occupe le poste de président du Conseil en 1920 au moment de la démission de Deschanel. Alors, du 21 au 23 septembre 1920, il devient président de la République par intérim. Puis, il est élu président de la République, le 23 septembre 1920.

La victoire du cartel des gauches aux élections législatives de 1924, l'oblige à quitter ses fonctions.

Il est membre depuis 1918 de l'Académie des Sciences morales et politiques.

Particularités :

D'abord de tendance socialiste, il évolue à droite au fur et à mesure de son parcours ministériel.

Il est le premier socialiste (quoique indépendant) à entrer dans un gouvernement français.

Il fait signer les « décrets Millerand » qui réglementent et réduisent le temps de travail tout en garantissant un temps de repos hebdomadaire.

Parce qu'il préconise la nationalisation de toutes les mines, son entrée au gouvernement en 1899, dans le cabinet Waldeck-Rousseau suscite la désapprobation de Jules Guesde et de Rosa Luxembourg.

Pierre Paul Henri Gaston DOUMERGUE

12^e Président de la III^e République du 13 juin 1924 au 13 juin 1931

*Né le 1^{er} août 1863 à Aigues-Vives 30 Gard, à 23 heures (onze heures du soir)
selon acte de naissance n° 30*

Décédé le 18 juin 1937 à Aigues-Vives 30 Gard



Avocat, il est magistrat colonial avant d'être élu député radical-socialiste en 1893 dans le Gard .

Ministre aux Colonies, à l'Instruction publique, aux Affaires étrangères, il est aussi président du Conseil de décembre 1913 à juin 1914.

Président du Sénat en 1923, il est élu président de la République, l'année suivante le 13 juin. Sa bonhomie et son sympathique accent méridional le rendent vite populaire.

Retiré de la politique à la fin de son septennat, il est rappelé à la présidence du Conseil après la manifestation du 6 février 1934.

Il réunit alors un ministère d'union nationale mais démissionne quelques mois plus tard sous la pression de la Gauche.

Particularités :

Protestant, il est à ce jour, le seul chef de l'Etat français depuis Clovis, à ne pas être de confession catholique romaine.

Son septennat est dominé par une forte instabilité ministérielle et par la crise financière mondiale de 1929. Il se déclare partisan d'une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne face au nationalisme renaissant.

René Viviani (fondateur du parti républicain socialiste) disait de lui : « *Dans une démocratie bien organisée, Doumergue serait juge de paix en province.* »

Il est, avec Nicolas Sarkozy, l'un des deux seuls Présidents de la République française à s'être marié en cours de mandat : le 1^{er} juin 1931.

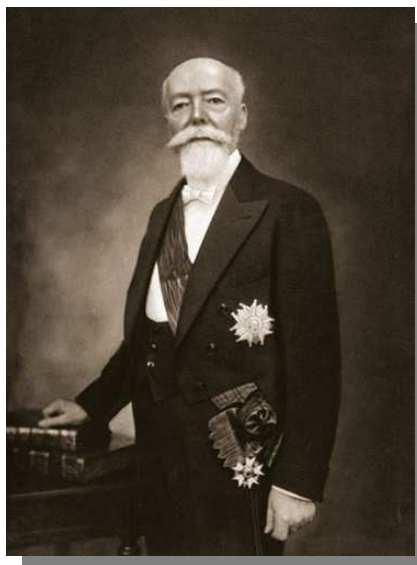
Franc-Maçon, il est membre de la loge *L'Écho*, à l'Orient de Nîmes, Grand Orient de France.

Joseph Athanase dit Paul DOUMER

13^e Président de la III^e République du 13 juin 1931 au 7 mai 1932

Né le 22 mars 1857 à 3 heures du matin à Aurillac 15 Cantal, selon acte de naissance n°50

Victime d'un attentat le 6 mai 1932, il décède le 7 mai 1932 à Paris à 4 h.37 du matin



Professeur puis journaliste, il débute sa carrière politique en se faisant élire député en 1888.

Radical, avec le temps, il s'oriente de plus en plus à droite.

Ministre des Finances, de 1895 à 1896, il est nommé gouverneur général d'Indochine de 1897 à 1902. Il est, alors, un ardent défenseur du chemin de fer transindochinois. Il conçoit la structure coloniale de l'Indochine en basant le gouvernement à Hanoï.

Il participe à la création d'un premier Sanatorium à Dalat et à l'acclimatation de l'hévéa (arbre à caoutchouc). Enfin, il commence la création du port de Haïphong.

Il est élu président de la République en juin 1931 et assassiné moins d'un an plus tard par Paul Gorguloff, émigré russe (voir en annexe).

Particularités :

A Hanoï, un pont métallique porte son nom : le pont Doumer. Si Hanoï est la première ville d'Asie à avoir l'électricité, elle le doit à Paul Doumer, qui est l'un des premiers administrateurs de la Compagnie Générale d'Electricité.

Le prestige retiré du sacrifice patriotique de ses quatre fils morts pour la France, du fait de la Grande Guerre, est un atout essentiel dans l'élévation de Paul Doumer à la présidence de la République

Il est franc-maçon et est impliqué dans « l'affaire des fiches » en 1900 (opération de fichage politique et religieux des armées, réalisée par la Loge maçonnique du Grand Orient).

Le pistolet Browning M1910 qui a servi à son assassin est conservé au Musée de la Préfecture de Police.

Albert François LEBRUN

14^e et dernier Président de la III^e République du 10 mai 1932 au 11 juillet 1940

Né le 29 août 1871 à 14h.30 (deux heures et demie du soir) à Mercy le Haut Meurthe et Moselle 54
Décédé à Paris 16^e le 6 mars 1950 (source : acte de naissance n° 21)



Fils d'un agriculteur qui est maire de son petit village, Albert Lebrun brillant élève, intègre Polytechnique (Promotion X 1890), dont il sort premier. Puis, il entre à l'École des Mines dont il sort également 1^{er} en 1896.

Ingénieur des mines à Vesoul et Nancy, il devient conseiller général puis député en 1900. Il est constamment réélu jusqu'en 1920. Il est ensuite sénateur de 1920 à 1932. Il devient président du Sénat en 1931.

Albert Lebrun est un modéré du centre puis de droite, ouvert aux revendications sociales mais inquiet des menées révolutionnaires.

Catholique pratiquant, il vote contre la loi sur les associations de 1901 et pour la « loi de séparation des églises et de l'état » mais s'oppose à ses mesures les plus répressives.

Le 10 mai 1932, il devient président de la République.

Sa fonction l'oblige à subir une présidence qui lui laisse en fait peu de marge de manœuvre pour intervenir dans le débat politique. Il voit monter le péril allemand et soutient les propositions de réforme.

Aux élections d'avril et de mai 1936, le Front populaire de Léon Blum obtient un véritable succès.

Réélu en 1939, il est suspendu de ses pouvoirs, de facto, sans démissionner, le 11 juillet 1940, après l'armistice de juin 1940 et la formation du gouvernement de Vichy où Pétain devient le chef de l'Etat Français.

Particularités :

Il est le plus jeune député de France, en 1900. Il participe au redressement du franc avec son ami et compatriote lorrain, Raymond Poincaré

Arrêté par la Gestapo le 23 août 1943, il est emprisonné à Lyon puis déporté en Autriche. Les Nazis l'autorisent à rentrer à Vizille (Isère), sous surveillance en octobre 1943.

D'après le récit que le général de Gaulle en fait dans ses *Mémoires de Guerre*, le président Lebrun lui indique, son approbation durant leur entrevue, le 13 octobre 1944 : « *J'ai toujours été, je suis en plein accord avec ce que vous faites. Sans vous, tout était perdu. Grâce à vous tout peut être sauvé. Personnellement, je ne saurais me manifester d'aucune manière, sauf toutefois par cette visite que je vous prie de faire publier. Il est vrai que, formellement, je n'ai jamais donné ma démission. À qui d'ailleurs, l'aurais-je remise, puisqu'il n'existait plus d'Assemblée nationale qualifiée pour me remplacer ? Mais je tiens à vous attester que je vous suis tout acquis.* »

Il est témoin au procès de Pétain (1945).

Avec Albert Lebrun, la III^e République arrive à son terme après 70 ans d'existence.

Après la guerre, il donne des conférences sur la III^e République ou la sidérurgie.

Jules Vincent AURIOL

1^{er} président de la IV^e République du 16 janvier 1947 au 23 décembre 1953

*Né le 27 août 1884 à 18 heures (six heures du soir) à Revel Hte Garonne 31
(selon acte de naissance n° 92)*

Décédé le 1^{er} janvier 1966 à Paris 7^e



Avocat, fils de boulanger, il milite au parti socialiste et fait partie de ses dirigeants.

Il est ministre des Finances dans le gouvernement Blum du Front Populaire (1936), puis ministre de la Justice dans le cabinet Chautemps (1937).

Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, refusant de soutenir le régime de Pétain, il gagne Londres et y rejoint le général de Gaulle. Après la libération, il est président des deux Assemblées constituantes.

Elu président de la IV^e République, il sait équilibrer les tendances communistes et gaullistes. Ainsi, il exerce pendant toute la durée de son mandat une influence réelle sur le régime en favorisant une voie moyenne. Alors, la France se reconstruit doucement et se dote de nouvelles institutions politiques et sociales.

En 1951, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et le Benelux s'engagent, par la signature du traité de Paris, à mettre en place la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Il ne se représente pas à l'élection présidentielle de 1954.

Particularités :

Chef de file du mouvement socialiste, négociateur des réparations de l'Allemagne en 1918, farouche opposant au régime de Vichy, il reste comme l'un des "Pères fondateurs" de la IV^e République.

Il est notamment l'auteur de « *Journal du septennat* » et « *Dix années d'administration socialiste* ».

Il intervient pour le retour au pouvoir du général de Gaulle en mai 1958.

Eminence grise de la République, il continue de participer à la vie publique hors des querelles de partis.

Il est le beau-père de Jacqueline Auriol (1912-2000), aviatrice détentrice en 1952 du record du monde de vitesse sur avion à réaction.

Jules Gustave René COTY

2^e et dernier président de la IV^e République du 23 décembre 1953 au 8 janvier 1959

*Né le 20 mars 1882 à 4 heures du matin, Le Havre Seine Maritime selon acte de naissance n°907
Décédé le 22 novembre 1962, Le Havre Seine Maritime*



Avocat, il devient député (républicain de gauche) en 1923 puis sénateur en 1935. Il est ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme de 1947 à 1948 et devient vice-président du conseil de la République.

C'est en décembre 1953 qu'il parvient à la présidence de l'Etat, il a près de 72 ans.

Son mandat est marqué par la fin désastreuse de la guerre d'Indochine et le début de la guerre d'Algérie.

Après les évènements du 13 mai 1958 à Alger, il se prononce pour le retour de Charles de Gaulle et adresse en ce sens un message aux députés de l'Assemblée Nationale le 29 mai 1958.

Ces problèmes conduisent à l'effondrement de la IV^e République. René Coty confie alors au général de Gaulle la tâche de constituer un gouvernement.

Lorsque sont en place les institutions de la V^e République promulguée le 4 octobre 1958, René Coty abandonne à

Charles de Gaulle ses fonctions présidentielle, le 8 janvier 1959, en déclarant « *le premier des Français est désormais le premier en France* ».

Alors, Il se retire et devient membre du Conseil Constitutionnel.

Particularités :

Dans les attributions étroites que la Constitution de 1946 lui donne, René Coty se conduit avec finesse et dignité, devenant vite très populaire dans le cœur des Français.

On est frappé de l'exclamation de son épouse, Germaine Coty, lorsqu'elle apprend l'élection de son mari : « *Et dire que je viens de rentrer mon charbon pour l'hiver !* », phrase qui lui vaut le mépris des snobs et l'affection du peuple. Elle se montre d'ailleurs extrêmement charitable pendant son court passage à l'Élysée. Quand elle meurt en novembre 1955, on voit bien des braves gens verser des larmes.

Le général de Gaulle prononce l'éloge, lors des obsèques nationales de René Coty, célébrées au Havre le 27 novembre 1962. Pour caractériser la personnalité de René Coty, il cite Jean de la Bruyère, « *La modestie est au mérite ce que les ombres sont aux figures dans un tableau : elle lui donne force et relief* ».

Charles André Joseph Marie de GAULLE

1^{er} président de la V^e République du 8 janvier 1959 au 28 avril 1969

Né le 22 novembre 1890 à Lille Nord 59, à 4 heures du matin selon acte d'état-civil n° 5153
Décédé le 9 novembre 1970 à Colombey les Deux Eglises (Haute Marne)



Officier supérieur, homme d'Etat et écrivain. Sorti en 1912 de l'école militaire de Saint Cyr, il sert sous le colonel puis le général Pétain durant la Première Guerre mondiale. Il participe à la bataille de Verdun.

Violemment opposé aux accords de Munich, promu lieutenant-colonel en 1937, il maintient son unité en état d'alerte.

A la déclaration de guerre, il commande les chars de la 5^e armée en Alsace. Seul officier à repousser l'ennemi pendant la campagne de France, il est nommé général de brigade, puis sous-secrétaire d'Etat le 5 juin 1940.

Il s'oppose aux partisans de l'armistice et gagne Londres d'où **il lance son fameux appel du 18 juin**. De Londres, il forme et dirige les Forces Françaises Libres.

Le 28 septembre 1958, la nouvelle Constitution, approuvée par référendum, met en place la Ve République. De Gaulle est élu président et prend ses fonctions en janvier 1959. Il est réélu le 19 décembre 1965.

La France se modernise. Sous sa présidence, la guerre d'Algérie, la crise de mai 1968 et la mise au point de l'arme nucléaire sont des événements majeurs de la transformation de la société.

Face à la victoire du non au référendum de 1969 sur la régionalisation, de Gaulle démissionne le 27 avril 1969.

Particularités :

Charles de Gaulle est probablement le Français le plus connu au monde avec Napoléon.

Dès 1940, de Gaulle se pense comme l'incarnation de la France, en opposition au Maréchal Pétain. Il n'a de cesse que soient protégés les intérêts de la France, dans la guerre et après le conflit.

Son testament rédigé en 1952 en trois exemplaires numérotés, reste une dernière gifle d'outre-tombe aux conventions :

« Je déclare refuser d'avance toute distinction, promotion, dignité, citation, décoration, qu'elle soit française ou étrangère. Si l'une quelconque m'était décernée, ce serait en violation de mes dernières volontés. »

En 1972, est inauguré sur les hauteurs de Colombey-les-Deux-Eglises, le mémorial Général de Gaulle, signalé par une grande croix de Lorraine en granite. Le nouveau mémorial Charles de Gaulle est inauguré le 11 octobre 2008 par Nicolas Sarkozy, président de la République et Angela Merkel chancelière fédérale d'Allemagne.

Georges Jean Raymond **POMPIDOU**

2^e président de la V^e République du 20 juin 1969 au 2 avril 1974

Né le 5 juillet 1911 à 7 h 30 à Montboudif (Cantal 15) selon acte de naissance n° 7

Décédé le 2 avril 1974 à Paris 4^e



Chargé de mission du ministre de l'Information dans le cabinet du général de Gaulle (1945-1946), il devient maître des requêtes au Conseil d'Etat puis directeur-général de la banque Rothschild (1956-1962). Il succède à Debré au poste de Premier Ministre en avril 1962.

C'est son cabinet qui signe les accords de Grenelle au moment de la crise de mai 1968.

A la suite de la démission du général de Gaulle, il est élu président de la République le 15 juin 1969, face au centriste Alain POHER. Il se veut le continuateur du général poursuivant la régionalisation de la France et la politique sociale de participation.

Il réussit le pari difficile de succéder à un homme tel que de Gaulle. L'homme à la cigarette, a la voix grave et le propos précis, séduisant une France sensible à la simplicité.

Il voit l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté Economique Européenne en avril 1972.

Sa présidence est marquée par le développement et la modernisation de l'industrie française, le renforcement de la construction européenne. Toutefois, il y a une montée de l'agitation sociale à partir de 1972 avec une nette progression de la Gauche aux élections législatives de mars 1973. La France est frappée par la crise économique née du choc pétrolier de 1973.

Il meurt deux ans avant la fin de son mandat.

Particularités :

Issu d'une ascendance très modeste, il est l'exemple-type de la promotion sociale sous la 3^e république : grand-père agriculteur, père instituteur, fils fonctionnaire ou membre du personnel politique.

Il détient à ce jour, le record de durée au poste de Premier Ministre (14 avril 1962 au 10 juillet 1968).

Quelques phrases de G. Pompidou :

- le 28 février 1970 à Chicago : *« L'emprise de l'homme sur la nature est devenue telle qu'elle comporte un risque de destruction de la nature elle-même. Il est frappant de constater qu'au moment où s'accumulent et se diffusent de plus en plus de biens dits de consommation, ce sont les biens élémentaires les plus nécessaires à la vie, comme l'air et l'eau, qui commencent à faire défaut ».*
- *« Français, Françaises, le général de Gaulle est mort, la France est veuve. »* a-t-il déclaré le 10 novembre 1970, lors d'une allocution télévisée consécutive à la mort de Charles de Gaulle.
- *« Mais arrêtez donc d'emmerder les Français »* dit-il à Jacques Chirac qui lui fait signer de nouveaux décrets en 1966.
- Il est auteur d'une anthologie de la poésie française (1961).

Valéry René Marie Georges GISCARD d'ESTAING

3^e président de la V^e République du 27 mai 1974 au 20 mai 1981

Né à Coblenz en Allemagne le 2 février 1926 à 21 h. 20 (source : Didier Geslain)



Inspecteur général des finances, polytechnicien issu de la grande bourgeoisie, il combat en Allemagne dans la 1^{ère} armée de De Lattre et obtient la Croix de Guerre.

Il est élu député du Puy de Dôme en 1956. Il participe à de nombreux gouvernements gaullistes. Il est ministre des Finances et des Affaires économiques de 1962 à 1966 puis à nouveau ministre des Finances de 1969 à 1974.

C'est à cette date qu'il est élu, de justesse (50,81% des suffrages), président de la République. Fervent partisan de l'Europe, il défend l'idée des Etats-Unis d'Europe depuis ses débuts en politique. Il crée le Conseil Européen et œuvre pour augmenter le pouvoir du parlement européen en matière budgétaire.

Au nom de son grand projet « la société libérale avancée », il entreprend une modernisation et une ouverture de la société française dont l'abaissement de la majorité civile de 21 à 18 ans, la légalisation de l'IVG, révision du droit au divorce.

Pour moderniser le transport ferroviaire, il lance l'étude sur le TGV. Il poursuit et intensifie le programme de production de l'énergie nucléaire civile. Il est rapidement confronté à la crise économique mondiale et à la montée du chômage.

Particularités :

- Surnommé « VGE », il est issu de la famille Giscard d'Estaing, d'ancienne bourgeoisie. Elle porte ce nom depuis le décret pris en Conseil d'État du 17 juin 1922, qui a autorisé Edmond père de Valéry à ajouter le nom de d'Estaing à leur patronyme. Ce faisant, les Giscard prennent le nom d'une lointaine aïeule.

- Son attitude envers le président de Gaulle devient de plus en plus critique, il parle notamment d'« *exercice solitaire du pouvoir* ». Il appelle à voter « non » au référendum du 27 avril 1969 dont le rejet entraîne le départ du général de Gaulle.

- Le 10 mai 1974, il prononce la phrase « *Vous n'avez pas le monopole du cœur* » face au candidat François Mitterrand, lors d'un débat qui marque tous les esprits et lui donne un avantage décisif.

- Il nomme en 1976 Raymond Barre qu'il qualifie de « *meilleur économiste de France* » (à la suite de Jacques Chirac démissionnaire).

- Contrairement à ce qu'annoncent les sondages en début de campagne, il est battu le 10 mai 1981 par François Mitterrand, en partie à cause de la désunion de la droite.

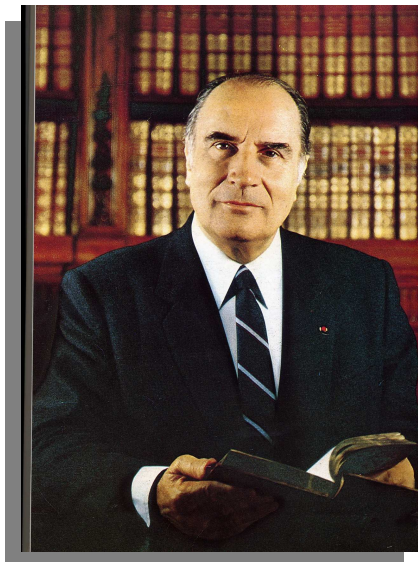
- Ecrivain, il publie en septembre 2009 un nouveau roman, « *La princesse et le président* », mettant en scène une relation sentimentale de deux personnages, qui, selon la presse rappellent Lady Diana et lui-même.

François Maurice Adrien Marie MITTERRAND

4^e président de la V^e République du 21 mai 1981 au 17 mai 1995

Né le 26 octobre 1916 à 16 heures à Jarnac 16 Charente (source : Didier Geslain)

Décédé le 8 janvier 1996 à Paris



Avocat, il s'installe à Paris en 1934. Il entre dans l'administration de Vichy puis démissionne pour s'engager dans la Résistance et fait partie à la Libération du gouvernement provisoire du général de Gaulle. Ainsi, à partir de 1946, il commence une carrière politique intense. Député, sénateur et maire de Château-Chinon, il est 11 fois ministre sous la IV^e République.

Il refuse, en 1959, de voter l'investiture de de Gaulle dont il devient l'adversaire déclaré.

En 1971, il crée le nouveau Parti Socialiste dont il est le Premier secrétaire.

Il est élu président le 10 mai 1981. Sous son mandat, de nombreuses réformes sont entreprises, dont l'abolition de la peine de mort et la 5^e semaine de congés.

Au niveau européen, en collaboration étroite avec le chancelier allemand Helmut Kohl, il se lance résolument dans la construction européenne, participe au traité de Maastricht le 7 février 1992 et engage la France vers la monnaie unique, l'euro. Réélu en 1988, il doit alors faire face à une nouvelle cohabitation en 1993.

Son 2^e septennat est marqué notamment par l'instauration du RMI et par une plus grande présence sur la scène internationale et son engagement dans l'Europe des 12. Il y montre sa volonté de jouer un rôle en matière des droits de l'homme. Il va au terme de son mandat.

Particularités :

- Il détient le record de longévité (14 ans) à la présidence de la République Française.
- Il demeure, à ce jour, le seul président de gauche de la V^e République.
- Il est le premier président de la République élu deux fois au suffrage universel.
- Son 2^e septennat est marqué par la révélation publique de l'existence de sa fille adultérine Mazarine Pinget et par des polémiques sur ses activités et ses amitiés nouées dans les années 1930 et sous le régime de Vichy.
- En mai 1991, il nomme, pour la 1^{ère} fois de l'histoire de France, une femme Premier Ministre, Edith Cresson, dont les propos maladroits effritent sa crédibilité. Elle cède sa place 10 mois plus tard à Pierre Bérégovoy.
- Il a le record des surnoms : « Tonton » (Canard Enchaîné) ; « Dieu », (Bébête Show) ; « Florentin » pour son art de l'esquive voire de l'intrigue et du cynisme : « Mimi l'Amoroso » (son amitié avec Dalida), Rastignac (François Mauriac) ; « le Vieux » (au sein du PS).

Jacques CHIRAC

5^e président de la V^e République du 17 mai 1995 au 16 mai 2007

né le 29 novembre 1932 à 12 heures à Paris 5^e (source : Didier Geslain)



Il fait son service militaire durant la guerre d'Algérie, entre 1956 et 1958, puis termine ses études à l'ENA en 1959. Dès lors, grâce à son mariage et à son ambition, il change complètement de milieu social.

Il entre au cabinet de Georges Pompidou et se consacre à la politique en Corrèze comme conseiller municipal, député et président du conseil général entre 1970 et 1979.

En 1972, il devient ministre de l'Agriculture.

En mars 1977, il devient maire de Paris et sera réélu en 1983. Il se présente aux élections présidentielles en 1974, en 1981 et en 1988.

Il sera finalement élu en 1995 pour le dernier septennat, et réélu le 5 mai 2002 pour le 1^{er} quinquennat. Ce 2^e mandat est surtout marqué par l'échec du référendum du 29 mai 2005.

Avec 54,87 % des suffrages, les français disent non à la Constitution européenne.

En 1974, il est nommé Premier Ministre par le président Giscard d'Estaing mais en raison de mésentente avec ce dernier, il démissionne et fonde le mouvement RPR qui remplace l'UDR et dont il s'attache à faire évoluer l'héritage gaulliste relativement à l'Europe.

Alors qu'il dissout l'Assemblée afin de relancer sa majorité, mais les élections législatives anticipées voient la victoire de la Gauche et ouvre une période cohabitation.

En 2007, il ne sollicite pas de 3^e mandat.

Particularités :

- A l'aube des années cinquante, il milite dans la mouvance du parti Communiste.
- Il épouse Bernadette Chodron de Courcel, le 16 mars 1956, malgré les réticences de la famille de celle-ci vis-à-vis d'un jeune homme issu d'un milieu différent. Sa belle-famille refuse le mariage solennel en basilique, ainsi, la cérémonie a lieu dans une chapelle annexe de la basilique Ste Clotilde.
- Georges Pompidou le surnomme « mon bulldozer »
- En tant que Premier Ministre, il instaure un style détendu et studieux, travaillant souvent en bras de chemise et les pieds sur la table, tout en débutant un bras de fer avec le président VGE.
- Le 25 mars 1977, il devient le premier maire de Paris depuis Jules Ferry. Ce poste nouvellement créé est considéré comme un tremplin électoral.
- Jacques Chirac est passionné par les arts premiers et par ailleurs grand amateur de sumo. Ainsi le petit chien de Bernadette Chirac est prénommé « Sumo ».
- Il inaugure le quinquennat présidentiel.
- Parodié par « Les Guignols de l'Info », Jacques Chirac y est présenté comme un personnage franchouillard, débonnaire et sympathique.

Ceux qui laissent quelque chose, ce sont les grands artistes, les grands penseurs ou les grands scientifiques. Rarement les hommes politiques. (citation de Jacques Chirac)

Nicolas Paul Stéphane **SARKOZY** de NAGY-BOCSA

6^e président de la République depuis le 16 mai 2007

Né le 28 janvier 1955 à Paris 17^e à 22 heures (données état-civil : Patrice Petitallot Le Cadran n°5)



Avocat de profession, il rejoint la politique dès 1974.

En 1977, il entre au Conseil Municipal de Neuilly sur Seine et devient maire de cette ville en 1983. . Ensuite, il devient député, porte-parole du gouvernement, puis ministre du Budget de 1993 à 1995.

Il est ministre de l'Intérieur, de 2002 à 2004, puis, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie de mars à novembre 2004. Il est président du Conseil Général des Hauts de Seine de 2004 à 2007.

Il est à nouveau ministre de l'Intérieur en 2005 et doit faire face aux émeutes dans les banlieues.

Président de l'UMP lors de l'élection présidentielle, il arrive nettement en tête au 1^{er} tour de scrutin, et est élu au second tour face à Ségolène Royal. Peu après sa prise de fonctions, il fait voter des lois visant à lutter contre l'immigration clandestine et la récidive. Il se montre omniprésent sur le front de réformes annoncées dans sa campagne électorale et aussi sur tous les grands évènements de l'actualité.

Président de l'Union Européenne en 2008, il défend l'idée d'un traité simplifié.

Au niveau national, il doit faire face à la crise économique et à ses conséquences.

Particularités :

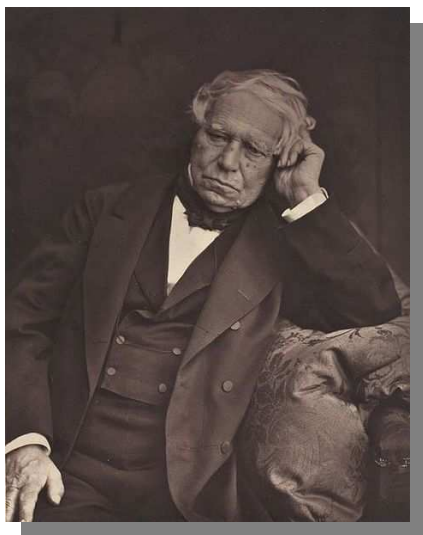
- Il devient maire de Neuilly à 28 ans.
- Il est le premier Président depuis Louis Napoléon Bonaparte à s'exprimer devant le Congrès de Versailles le 22 juin 2009.
- Au lendemain de l'élection présidentielle de 2007, il suscite la controverse médiatique à l'occasion de sa « retraite » sur le yacht du milliardaire Vincent Bolloré.
- Il est le 2^e président (après Gaston Doumergue) à se remarier en cours de mandat présidentiel.
- En 1984, il rencontre Cécilia Ciganer-Albéniz, lorsqu'en qualité de maire de Neuilly, il la marie à l'animateur de télévision Jacques Martin. Ils entament bientôt une liaison cachée. En 1989, les deux amants quittent leurs époux respectifs et s'installent ensemble. Tandis qu'elle obtient le divorce en quatre mois, celui de Nicolas Sarkozy et de Marie-Dominique Culioli, sa 1^{ère} épouse, n'est prononcé qu'au terme de huit ans de procédure. Leur mariage a lieu quelques jours après, le 23 octobre 1996.
- Après une séparation temporaire en 2005, Nicolas Sarkozy et son épouse Cécilia annoncent, dans un communiqué officiel de l'Élysée, le 18 octobre 2007, leur « séparation par consentement mutuel », avant d'officialiser leur divorce.
- Fin décembre 2007, Nicolas Sarkozy fait la connaissance de la chanteuse et ancien mannequin Carla Bruni, lors d'un dîner au domicile de Jacques Séguéla, publiciste. Leur mariage civil est célébré le 2 février 2008 au palais de l'Élysée.

Jules Armand Stanislas DUFFAURE

**Président de la République par intérim(*) la journée du 30 janvier 1879,
suite à la démission de Mac-Mahon et avant l'élection de Jules Grévy**

Né le 4 décembre 1798 à Saujon Charente-Maritime 17 (heure absente sur acte, données A. Barbault)

Décédé le 27 juin 1881 à Rueil-Malmaison 92 Hauts-de-Seine



A l'issue d'études de droit, il devient avocat.

Elu député libéral de Charente-Maritime en 1834, il ne cesse d'être réélu jusqu'en 1848.

Ministre des Travaux Publics dans le cabinet Sout (1839-1840).

Il est membre de l'Assemblée Constituante au lendemain de la révolution de février 1848 et alors nommé ministre de l'Intérieur.

Il est rapporteur de la loi sur les chemins de fer de 1842 et joue un rôle déterminant dans le vote de la loi qui crée un tracé général de six lignes partant de Paris.

Il abandonne la politique après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 perpétré par celui qui deviendra l'année suivante Napoléon III.

Après la chute de l'Empire, il siège à l'Assemblée Nationale comme député modéré et se trouve à plusieurs reprises chargé du ministère de la Justice ou de la présidence du Conseil sous la III^e République.

Il contribue à la création du droit administratif français.

Particularités :

Il est le premier avocat à plaider sans avoir écrit d'avance sa plaidoirie, il ne tarde pas à acquérir une grande réputation.

A la Chambre des Députés, il se fait remarquer comme un brillant orateur lui donnant une haute situation parlementaire. Son talent est tel que Cormenin le décrit ainsi : *« Lorsqu'il demande la parole à la fin de la séance, c'est que la discussion s'égaré et qu'il est temps de conclure. Il la prend, il la ramène dans ses voies ; il trace autour de ses débords les circonvolutions puissantes de son raisonnement ; il dévide, il enroule ses preuves comme une ménagère fait tourner son fuseau sous ses doigts agiles ; ainsi il pousse ses fils dans toutes les directions ; il les rassemble, il les entrecroise et il en compose une maille si souple, si serrée et si forte que son adversaire enveloppé est obligé de mettre un genou en terre devant l'Assemblée et de s'avouer vaincu. »*

(*) Note sur l'intérim du président de la République : selon la Constitution de la V^e République, le président du Sénat en titre peut être amené à assurer pendant quelques mois les fonctions du président de la République en cas de vacance du pouvoir (décès, impossibilité d'exercer, démission ou procédure constitutionnelle d'empêchement pour haute trahison), le temps d'organiser une nouvelle élection présidentielle ; en revanche, le titre de Président de la République est réservé à ceux qui ont été élus à cette fonction.

Maurice ROUVIER

**Président de la République par intérim du 2 au 3 décembre 1887
suite à la démission de Jules Grévy et avant l'élection de Sadi Carnot**

*Né le 17 avril 1842 à 14 h (2 heures du soir) à Aix en Provence 13, selon acte n°219
décédé le 7 juin 1911 à Neuilly sur Seine 92*



Après des études de droit, il devient employé de banque, spécialisé dans le commerce avec l'Orient. Il participe à plusieurs journaux républicains à partir de 1867.

Elu député en 1871, il soutient Thiers et devient ministre du Commerce et des Colonies au sein du Grand Ministère qui tombe le 26 janvier 1882.

Alors proche des milieux d'affaires, il se lie avec le baron Jacques de Reinach, banquier, qui sera directement impliqué dans l'affaire du canal de Panama.

Ministre du Commerce dans le gouvernement Jules Ferry, il devient en 1887 président du Conseil. Il se retire lors du scandale du trafic des décorations en remettant sa démission à Sadi Carnot successeur de Jules Grévy.

Nommé ministre des Finances, en février 1889, il doit à nouveau démissionner lors de l'affaire de Panama.

Rappelé au ministère des Finances, (1902-1905) dans le cabinet Combes, il succède à ce dernier à la présidence du Conseil (janv.1905-mars 1906).

Il demeure président du Conseil Général ainsi que sénateur des Alpes-Maritimes jusqu'à son décès en 1911.

Particularités :

Il fait voter, en 1905, la loi de séparation des Eglises et de l'Etat.

Il fait partie des noms concernés par la commission d'enquête concernant le scandale financier du canal de Panama. Il est poursuivi pour avoir touché des sommes provenant de la caisse de la Compagnie du canal interocéanique. Il bénéficie d'un arrêt de non-lieu, rendu le 7 février 1893, par la Chambre des mises en accusations.

Maurice Rouvier est caractéristique des républicains opportunistes. Proche des milieux d'affaires, libéral et favorable au libre-échange, il est considéré comme ayant été un des républicains les plus corrompus.

Charles Alexandre DUPUY

Président de la République par intérim du 25 au 27 juin 1894, puis du 16 au 17 janvier 1895 et enfin du 16 au 18 février 1899

*Né le 5 novembre 1851, à 9h du matin, Le-Puy-en-Velay Haute-Loire 43,
selon acte de naissance n°416*

Décédé le 23 juillet 1923 à Ille-sur-Têt 66 P.O.



Agrégé de philosophie, inspecteur d'académie, il est élu député républicain en 1885 et participe activement aux discussions sur les réformes de l'enseignement.

Il est ministre de l'Instruction Publique en 1892. Il se trouve alors, chargé de constituer un gouvernement après la démission du cabinet Ribot lié au scandale de Panama.

Lors de l'assassinat du président Sadi Carnot, il est président du Conseil et se porte candidat à l'élection présidentielle qui s'ensuit.

Mais c'est Casimir-Périer qui est élu. Pas pour longtemps, car la mésentente de Dupuy avec le nouveau président provoque sa démission moins de 7 mois plus tard. Ainsi, Casimir-Périer détient le record de la plus courte durée de présidence de toute l'histoire de la République.

Charles Dupuy devient sénateur de 1900 jusqu'à son décès.

Particularités :

C'est sous son ministère que Dreyfus est condamné. Malgré sa neutralité dans cette affaire, Dupuy ne parvient pas à contenir l'agitation liée à cette affaire. Quand le baron Cristiani, au champ de courses d'Auteuil, agresse à coups de canne le président Loubet, Dupuy est presque soupçonné de complicité tant la police intervient mollement. Cet incident lui vaut une motion de censure.

Pourtant, on lui reconnaît une réputation de courage et de sang-froid pour avoir dit « *la séance continue* » lors de l'explosion de la bombe à clous lancée au Palais-Bourbon par l'anarchiste Auguste Vaillant (voir en annexe) le 9 décembre 1893.

En réalité, Dupuy avoue n'avoir pas eu conscience de prononcer cette phrase. Par contre, il réalise le danger encouru, quand le soir venu, en peignant sa barbe, un clou en tombe.

Il est 5 fois Président du Conseil sous 4 présidents de la République différents.

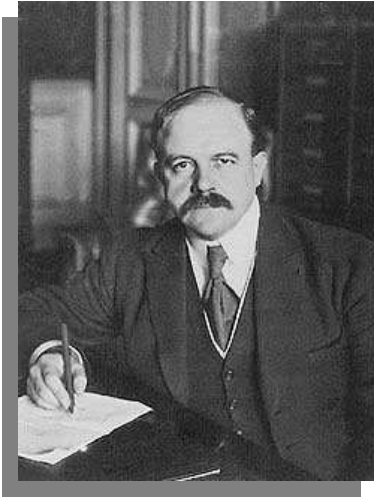
Il est recordman du nombre d'intérim de la présidence de la République, d'abord suite à l'assassinat de Sadi Carnot en juin 1894, puis après la démission de Jean Casimir-Périer en janvier 1895 et enfin après le décès brutal de Félix Faure en février 1899.

Frédéric FRANCOIS-MARSAL

Président de la République par intérim du 11 au 13 juin 1924 suite à la démission d'Alexandre Millerand et avant l'élection de Gaston Doumergue

Né le 16 mars 1874 à 12 heures à Paris (source : données André Barbault)

Décédé le 20 mai 1958 à Gisors 27 Eure



Après des études au lycée Louis-le-Grand, puis à l'école militaire de Saint-Cyr, il commence une carrière d'officier en Indochine. Attaché au cabinet de Paul Doumer gouverneur de l'Indochine (1900-1904), il travaille dans différentes banques en tant qu'administrateur ou directeur.

Journaliste, il collabore à diverses revues ; il est également l'auteur de plusieurs ouvrages.

Spécialiste des questions financières, il est attaché au cabinet de Georges Clémenceau président du Conseil, responsable des questions économiques (1917-1918), expert financier près la délégation française à la conférence de la paix (1919).

Ce technicien commence ensuite une carrière politique. Il devient ministre des finances dans les cabinets Millerand, Leygues et Poincaré de 1920 à 1924.

Il tente de mettre de l'ordre dans le chaos des finances publiques, conséquence de la guerre, grâce à une politique déflationniste.

Du 11 au 13 juin 1924, il assure l'intérim du président de la République Alexandre Millerand après sa démission.

Il est sénateur du Cantal de 1921 à 1930.

Particularités :

Il est un des très rares ministres de la III^e République qui n'est pas parlementaire au moment de sa désignation. Dans cette période d'après Première-Guerre-Mondiale, la gravité de la situation financière explique sans doute cette entorse aux traditions du régime.

François-Marsal doit, par deux fois en 8 mois, solliciter des avances de la Banque de France.

Malgré le vote d'une loi, restaurant provisoirement la situation par la création de nouvelles ressources fiscales (impôt sur le revenu et emprunt), l'inflation demeure préoccupante. Une commission chargée de suivre les variations du coût de la vie est créée en février 1920. Pour réduire le déficit du commerce extérieur, on proroge les prohibitions (initiées en 1916) d'entrées des marchandises étrangères, au grand scandale des gouvernements alliés.

André TARDIEU

Président de la République par intérim du 7 au 10 mai 1932, à la suite de l'assassinat de Paul Doumer et avant l'élection d'Albert Lebrun

Né le 22 septembre 1876 à 13 heures à Paris (source : André Barbault)

Décédé le 15 septembre 1945 à Menton Alpes Maritimes 06



Brillant élève, il est reçu premier au concours d'entrée à l'École normale supérieure mais décide de ne pas y entrer, puis est reçu premier au concours du ministère des Affaires étrangères.

Chroniqueur du *Temps* et fondateur avec Mandel de *L'Echo national*, il est chef de cabinet (1902) de Pierre Waldeck-Rousseau, ministre des Travaux publics et de l'Intérieur.

Georges Clemenceau (président du conseil de 1917 à 1920) le prend comme collaborateur de paix. Il est Commissaire général aux Affaires de guerre franco-américaines et participe au Traité de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche en 1919.

L'échec de Clemenceau, puis sa propre défaite aux élections de 1924, l'écartent momentanément de la vie politique.

Ministre sous Poincaré (Président du conseil de 1926 à 1929), il exerce ensuite les fonctions de président du Conseil des ministres à trois reprises de fin 1929 à mai 1932.

Président du Conseil au début de la crise économique de 1929, il pratique une politique optimiste mais onéreuse de la prospérité, pour rétablir la confiance. Parmi ses mesures, se trouvent la généralisation des assurances sociales, la gratuité de l'enseignement secondaire, la retraite du combattant, les dégrèvements fiscaux. Grand admirateur des Etats-Unis, il poursuit, à l'instar de Théodore Roosevelt, une politique de grands travaux destinée à relancer la production ainsi que l'emploi.

Avec son gouvernement, il assure l'intérim du président Paul Doumer après son décès (du 7 au 10 mai 1932).

Membre de l'Alliance démocratique, il est député de la Seine-et-Oise de 1914 à 1924 et du Territoire de Belfort de 1926 à 1936.

Particularités : *Que voulez-vous, les gens petits sont toujours plus petits qu'on ne croit.*

Voici le jugement cruel et définitif porté par Clémenceau à propos de Tardieu. Ce dernier venait, par vengeance politique, de refuser un emploi de garde-côtier à un Vendéen recommandé par « le Tigre ». Il faut dire que ce dernier le taxait, par ailleurs, *d'ingratitude et d'incohérence politique.* (*Lettres à une amie, 1923-1929, Gallimard, 1970*).

Son fort caractère et son style trop « parisien » nuisent à sa carrière politique. En effet, le peuple n'a que peu de confiance en lui, son modernisme le dessert parfois. En effet, dès 1932, il utilise la radio avec ses « causeries » (peu de temps avant Roosevelt) et se fait suivre de radio-reporters qui enregistrent et diffusent ses discours.

Le Parlement lui arrache une loi, qu'il qualifie de *démagogique*, accordant une pension à tous les anciens combattants.

Parmi les citations de André Tardieu : *Il y a au moins quatre cents députés incapables de tout travail législatif et propres exclusivement au travail électoral.*

Alain POHER

Président de la République par intérim du 28 avril au 19 juin 1969, à la suite de la démission de De Gaulle et du 2 avril au 24 mai 1974, à la suite du décès de Georges Pompidou

Né le 17 avril 1909 à 8 h à Ablon-sur-Seine 94 (source : données André Barbault)

Décédé le 9 décembre 1996 à Paris 16^e



Ingénieur civil diplômé de l'Ecole des mines et de l'Institut d'Etudes politiques de Paris. Ne pouvant exercer son métier d'ingénieur, pour des raisons de santé, il entre au ministère des finances comme rédacteur en 1938.

Il participe aux combats du printemps 1940 et devient président du comité de Libération du ministère et commandant des FFI.

Il est plusieurs fois secrétaire d'Etat entre 1948 et 1958. Il est sénateur du Val-de-Marne de 1946 à 1995 puis devient président du Sénat du 3 octobre 1968 au 1^{er}

octobre 1992. **Ainsi, il passe près d'un demi-siècle au Sénat.**

Parmi ses autres fonctions, il est maire de sa ville natale de 1946 à 1983 ; président de l'Association des maires de France et président de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes de 1966 à 1969, (auj. Parlement européen).

Alain Poher déploie une intense activité parlementaire et se montre attentif aux textes relatifs aux collectivités locales et aux élus locaux, aux questions agricoles, sociales, ainsi qu'aux transports. Il est un participant actif aux débats budgétaires et financiers.

Les 2 et 3 juin 1958, il vote en faveur des pleins pouvoirs et de la révision constitutionnelle. Réélu au Conseil de la République le 8 juin 1958, il soutient le général de Gaulle.

Particularités :

Elu président du Sénat le 3 octobre 1968, il est constamment réélu jusqu'au 1^{er} octobre 1992. Robert Schuman influence l'ensemble de la carrière d'Alain Poher, catholique, européen, « *homme de bien* » selon les mots de René Monory, président du Sénat, à l'occasion de son décès.

Il profite de son second intérim de président de la République, pour déposer les instruments de ratification de la Convention européenne des droits de l'homme. Cette convention signée par la France en 1950, n'avait jamais été ratifiée par le pouvoir gaulliste.

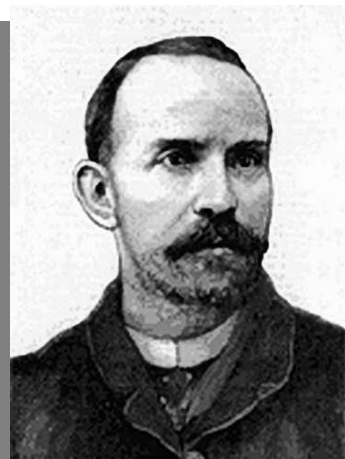
Son 2^e intérim à la présidence de la République lui vaut de la part des chansonniers de l'époque le surnom de « Man-Poher » (allusion à l'entreprise de travail temporaire Manpower).

Le 9 décembre 1893, vers 16 heures, il lance une bombe d'une grande puissance dans l'hémicycle de la chambre des députés au Palais Bourbon, présidée par Charles Dupuy.

Auguste VAILLANT

né le 27 décembre 1861 à 3 heures à Mézières 08 Ardennes (Charleville-Mézières)

Guillotiné le 5 décembre 1894 à Paris (données André Barbault)



Après une enfance misérable, à 12 ans, il vit seul à Paris où il est plusieurs fois condamné : à l'âge de 13 ans pour avoir pris le train sans billet ou encore à 17 ans pour avoir mangé dans un restaurant et être parti sans payer, ce qui lui vaut six jours de prison.

Apprenti dans divers métiers manuels, il se passionne pour l'astronomie et la philosophie. Préoccupé par sa propre misère et celle qui règne à Paris, il est séduit par les milieux anarchistes et bientôt milite aux *Indépendants* de Montmartre. Marié et père d'une fille Sidonie, il vit dans le dénuement.

Il part tenter sa chance en Argentine, mais c'est un échec et de retour au bout de 3 ans, il renoue avec les anarchistes qui préconisent la « propagande par le fait ».

Dans ces années 1892-1894, en France, les actions d'anarchistes comme Ravachol, Caserio, Emile Henry, se multiplient. Elles visent la bourgeoisie et notamment les parlementaires, jugés responsables de la misère, de la crise et des inégalités sociales. Le scandale de Panama (1892) vient de révéler la corruption des hommes politiques.

Ce contexte, marqué aussi par la répression contre les activistes anarchistes, motive Auguste Vaillant, qui veut également venger l'exécution de Ravachol. Il passe à l'acte le 9 décembre 1893 et lance une bombe chargée de clous, de morceaux de zinc dans la chambre des députés. Une cinquantaine de personnes sont blessées, dont Auguste Vaillant lui-même.

Condamné à mort, il est guillotiné le 5 décembre 1894, malgré une pétition lancée en sa faveur par l'abbé Lemire blessé lors de l'attentat.

Particularités :

Lors de son procès, il fait remarquer que son geste était destiné à blesser et non à tuer, raison pour laquelle il a rempli sa bombe avec des clous et non avec des balles.

Avant le verdict, Vaillant déclare devant les jurés : « Messieurs, dans quelques minutes vous allez me frapper, mais en recevant votre verdict, j'aurai la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle, cette société maudite où l'on peut voir un homme dépenser inutilement de quoi nourrir des milliers de familles, société infâme qui permet à quelques individus d'accaparer la richesse sociale (...) Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté cette bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales »

Auguste Vaillant est la seule personne à avoir été guillotiné sans avoir commis de crime de sang (en dehors de la Révolution Française). Sa mort entraîne la colère des anarchistes. En représailles, Caserio, un anarchiste italien, assassine Sadi Carnot à Lyon, quelques mois plus tard, le 24 juin 1894.

Il poignarde mortellement le président Sadi CARNOT à Lyon le 24 juin 1894

Sante Geronimo CASERIO

*Né le 8 septembre 1873 à 20 heures, à Motta Visconti en Lombardie Italie
Guillotiné le 16 août 1894 à Lyon Rhône 69*



Issu d'une famille italienne pauvre, avec de nombreux frères et sœurs et devenu orphelin de père, il gagne Milan pour éviter d'être à la charge de sa mère qu'il aime beaucoup.

Il y trouve du travail comme apprenti-boulangier et entre en contact avec les milieux anarchistes. Il constitue même un petit cercle anarchiste appelé « à pè » (« à pied » au sens de sans argent).

Il laisse le souvenir d'un compagnon très généreux qui distribue devant la Bourse du Travail du pain aux chômeurs et fait imprimer des documents anarchistes avec son maigre salaire.

Identifié et fiché lors d'une manifestation publique, il est forcé de fuir d'abord en Suisse puis en France.

Le 24 juin 1894, muni d'un couteau avec un manche aux couleurs de l'anarchie (rouge et noir) il poignarde le président Carnot pendant une cérémonie publique à Lyon.

Il passe en cour d'assises les 2 et 3 août et est guillotiné le 16 du même mois.

Particularités :

Après son acte, il ne tente pas de fuir, mais court autour de la voiture du moribond en criant *Vive l'anarchie*.

Devant le tribunal qui le condamne à mort, il déclare :

« Eh bien, si les gouvernements emploient contre nous les fusils, les chaînes, les prisons, est-ce que nous devons, nous les anarchistes, qui défendons notre vie, rester enfermés chez nous ? Non. Au contraire, nous répondons aux gouvernements avec la dynamite, la bombe, le stylet, le poignard. En un mot, nous devons faire notre possible pour détruire la bourgeoisie et les gouvernements. Vous qui êtes les représentants de la société bourgeoise, si vous voulez ma tête, prenez-la. »

Le lendemain, la veuve du président Carnot reçoit une photo de Ravachol (anarchiste guillotiné le 11 juillet 1892) expédiée par Caserio avec ces simples mots : *il est bien vengé !*

Au procès, Caserio ne tente jamais de renier son geste, ni de demander la pitié du jury. La possibilité lui est offerte de plaider la maladie mentale en contrepartie de la dénonciation de quelques complices, il refuse : *« Caserio est boulangier, pas espion. Sur l'échafaud, finalement, un instant avant de mourir, il lance à la foule : Courage, les amis ! Vive l'anarchie ! »*

Cet assassinat entraîne le vote par l'assemblée de la 3^e des lois dites *scélérates* venant compléter l'arsenal répressif contre les menées anarchistes.

Félix Faure Président de la République meurt auprès d'elle, le 16 février 1899,
dans le « salon bleu » du palais de l'Élysée

Marguerite Jeanne JAPY épouse STEINHEIL dite « Meg »

*née le 16 avril 1869 à 3 heures du matin à Beaucourt 90 T. de Belfort
(selon l'état-civil numérisé en ligne des Archives départementales du Territoire de Belfort)*

Décédée à Hove, comté de Sussex Grande Bretagne le 18 juillet 1954



« La connaissance » du président Félix Faure

Au prêtre appelé qui interroge le planton : « *Le président a-t-il encore sa connaissance ?* » Celui-ci lui répond : « *Non, monsieur l'abbé, elle est sortie par l'escalier de service* ».

Quand elle rencontre le président Félix Faure, à Chamonix, elle est considérée comme une femme mondaine et une figure importante de la vie parisienne. Son salon est fréquenté par des personnalités très en vue : Gounod, Lesseps, Massenet, Coppée, Zola, Loti.

Elle se marie en 1890 avec le peintre Adolphe Steinheil, mais la vie du couple devient bientôt une simple cohabitation sans intimité. Ainsi, en 1897, « Meg » menant une vie mondaine est présentée au président Félix Faure qui confie à Adolphe Steinheil une commande officielle. Pour cela, le président se rend souvent impasse Ronsin à Paris dans la villa du couple Steinheil. « Meg » devient rapidement sa maîtresse et le rejoint régulièrement dans le « salon bleu » du palais de l'Élysée...

Le 16 février 1899, Félix Faure demande à Marguerite de passer le soir en fin d'après-midi. Peu après son arrivée, les domestiques appelés au secours trouvent le président qui râle, allongé sur un divan tandis que « la connaissance » réajuste ses vêtements.

Quelques heures plus tard, Félix Faure expire, mort d'une congestion cérébrale. Mais la rumeur veut qu'il soit mort dans les bras de sa maîtresse.

Dès lors, Marguerite Steinheil est surnommée *La Pompe funèbre*.

Femme séductrice, mondaine et énigmatique

Après la mort de Félix Faure, Marguerite Steinheil devient la maîtresse de diverses personnalités, tandis que les expositions de peintures de son mari attirent le Tout-Paris dans son atelier parisien.

« Meg », de son côté sert de modèle pour des artistes. Une statue seins nus réalisée à partir de ses traits est installée au Sénat.

Le 31 mai 1908, la mère et l'époux de Marguerite sont retrouvés sans vie dans sa maison. Madame Japy est morte d'une crise cardiaque tandis qu'Adolphe Steinheil a été étranglé. Marguerite est bâillonnée et ligotée à un lit.

D'abord soupçonnée par la police, l'affaire est classée faute de preuves tangibles concernant « Meg ». Le procès très médiatisé qui s'ouvre en novembre 1909 fait ressortir que Marguerite a de nombreux admirateurs parmi lesquels le roi du Cambodge ! Elle est acquittée, mais le juge fait remarquer que le discours de « Meg » est un « tissu de mensonges » car durant l'enquête, elle ne cesse de changer de versions accusant sans cesse une personne à la place d'une autre.

Sur fond d'affaire Dreyfus, on soupçonne qu'il y ait eu recherche de documents secrets appartenant au président Faure hostile à la révision du procès Dreyfus.

Fin de vie en Lady

Après le procès, elle part vivre à Londres ; se fait appeler Mme de Sérignac et rédige ses mémoires en 1912.

En 1917, elle devient lady Abinger par son mariage avec Robert Brooke Cambell Scarlett 6^e baron Abinger

C'est dans une maison de repos à Hove, comté de Sussex qu'elle décède le 18 juillet 1954.

Janine Tissot

Il assassine le président Paul Doumer le 6 mai 1932 qui meurt quelques heures plus tard.

Paul GORGULOV (ou GORGULOFF)

(Pawel Timofejewitsch GORGULOW)

*Né le 29 juin 1895 à Labinskja (Kouban) en Russie, heure inconnue
Guillotiné le 14 septembre 1932 à 5h50 à Paris, selon acte de décès n°4486*



Le 6 mai 1932 vers 15 heures, il tire plusieurs coups de pistolet sur le président qui honore de sa présence l'Association des Ecrivains combattants, à l'hôtel Salomon de Rothschild, rue Berryer à Paris.

Docteur en médecine d'origine russe, résidant à Monaco au moment des faits, il déclare vouloir ainsi se venger de la France qui ne veut pas intervenir en Russie contre les Bolcheviks.

On découvre sur lui des coupures de journaux concernant les derniers livres parus et les prochains déplacements de Doumer ainsi qu'un plan de Paris et un carnet où est écrit : « *Mémoire de Paul Gorguloff, dictateur vert du parti national panrusse qui a tué le président de la République Française* ».

Il est également l'auteur d'une brochure sur la *Russie nationale paysanne* (1931).

A l'issue de son procès devant la Cour d'Assise de la Seine, les jurés, rejetant la démence, le condamnent à mort.

Il est guillotiné par Anatole DEIBLER, le 14 septembre 1932 à la prison de la Santé.

Travail réalisé par
Janine TISSOT



www.janinetissot.com

Montbrison (42)

06 75 20 36 13

04 77 24 94 36

Reproduction interdite sans autorisation de l'auteur